



# **RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024**

**Conseil municipal du 12 février 2024**

# **Sommaire**

## **A.Budget 2023 & analyse rétrospective**

- Première approche d'ensemble
- L'évolution des recettes de fonctionnement
- L'évolution des dépenses de fonctionnement
- Le fonds de roulement

## **B.Les perspectives financières et budgétaires sur la période 2024-2026**

- Le contexte économique et financier national de l'action publique locale
- Les relations financières avec l'Etat
- Le contexte de l'établissement
- Les hypothèses retenues pour la projection financière
- L'épargne de gestion
- La dette

## **C.La programmation pluriannuelle des investissements**

- Le recensement des projets
- Le scénario financier résultant

## **Annexes :**

- Annexe 1 – scénario financier 2017-2026 du budget principal
- Annexe 2 – programme pluriannuel d'investissement
- Annexe 3 – rapport d'orientation « Ressources humaines »

## A- budget 2023 & analyse rétrospective

### a) première approche d'ensemble

Les dernières données comptables reprises dans la présente note sont issues de la gestion 2023 avant adoption du compte administratif. Elles pourront encore faire l'objet de quelques ajustements après constatation d'ultimes écritures et confrontation des données enregistrées par le comptable public. Elles sont, en revanche, suffisamment fiables pour permettre une approche financière susceptible de sous-tendre le débat d'orientation budgétaire, préambule à l'examen du budget primitif de 2024.

Ces données peuvent être mises en perspective avec les années précédentes pour permettre une analyse rétrospective. Les niveaux d'épargne obtenus pour l'année 2023 se sont améliorés pour retrouver des niveaux proches des années précédentes. C'est là le fruit d'un resserrement des dépenses de fonctionnement allié à la revalorisation des bases fiscales. Cette amélioration très sensible de l'épargne sera détaillée dans l'analyse de l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement réalisée plus loin.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	var 2023/2022
recettes réelles de fonctionnement	17 573 601 €	18 115 345 €	18 645 371 €	19 025 830 €	21 821 618 €	19 998 997 €	21 505 782 €	7,53%
dépenses réelles de fonctionnement	15 633 948 €	16 034 365 €	16 920 395 €	17 230 272 €	19 380 137 €	19 904 404 €	19 045 272 €	-4,32%
épargne brute (hors opération exceptionnelles)	1 779 450 €	1 873 593 €	1 479 138 €	1 925 509 €	1 463 483 €	860 296 €	1 816 045 €	111,10%
épargne nette (hors opération exceptionnelles)	959 002 €	1 107 823 €	704 178 €	1 015 996 €	404 241 €	- 358 489 €	443 191 €	

La réalisation financière du programme d'équipement de 2023 est reprise dans le tableau suivant.

	crédits 2023	réalisations 2023	taux de réalisation
immobilisations incorporelles (chapitre 20)	833 329 €	413 168 €	49,58%
participations versées (chapitre 204)	153 160 €	16 582 €	10,83%
immobilisations corporelles (chapitre 21)	1 336 182 €	1 031 136 €	77,17%
immobilisations en cours (chapitre 23)	10 446 050 €	8 373 313 €	80,16%
<b>TOTAL</b>	<b>12 768 722 €</b>	<b>9 834 199 €</b>	<b>77,02%</b>

Aux 9,834 millions d'euros d'investissement réalisés en 2023, il faut ajouter 1,439 millions d'euros de dépenses d'équipement contractualisées avec les entreprises de travaux, le plus souvent en cours de réalisation au moment de la clôture de l'exercice. L'essentiel de ces engagements donnera lieu à des reports dans le cadre de la procédure des « restes à réaliser ». Il faut donc constater le bon niveau d'exécution de la section d'investissement, confortant *a posteriori* la sincérité du programme d'équipement présenté lors de l'examen du budget primitif 2023.

### b) l'évolution des recettes de fonctionnement

Les **recettes émanant des services communautaires (chapitre 70)** laissent apparaître une faible variation entre 2023 et 2024 (+1,7%). Cette évolution conjugue deux mouvements opposés :

- un recul de la refacturation des dépenses de personnel aux budgets annexes (-269 k€) suite à la nette réduction de la masse salariale au sein de ces budgets ;
- un accroissement de la refacturation des dépenses de personnel à l'intercommunalité (+238 k€) dans le cadre du déploiement progressif du projet d'administration partagée.

Le **chapitre 73** regroupant, pour l'essentiel, **les recettes fiscales** enregistre une forte progression. Les recettes qui y sont inscrites progressent de plus de 633 k€, soit plus de 7,5%.

Cette évolution peut s'analyser selon les termes suivants :

- La revalorisation des valeurs locatives foncières (constitutives des bases fiscales des taxes foncières et de la taxe d'habitation résiduelle) a été de 7,1%, engendrant ainsi à taux inchangé, un surcroît de recettes. Rappelons ici que ce niveau de revalorisation, fixé par la

loi, est le reflet de l'inflation enregistrée au cours des douze mois qui précédaient l'ouverture de l'exercice 2023.

- La hausse des recettes issues de la taxe sur la consommation finale d'électricité n'est qu'apparente. Elle est liée à la perception en 2023 de nombreux versements portant sur des périodes antérieures. Elle produit, toutefois, ses effets comptables sur 2023.
- Le produit de la taxe additionnelle sur les droits de mutations, après avoir connu un tassement un 2022, s'est révélé dynamique (+14%).

Les recettes comptabilisées au **chapitre 74 (dotations et subventions de fonctionnement)** révèlent une faible hausse de 170 k€, soit 2,3%, qui peut être expliquée à la lumière de trois observations :

- une quasi stabilité de la composante forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement ;
- une progression significative des dotations de péréquation (dotations de solidarité urbaine et rurale, dotation nationale de péréquation) suite aux arbitrages contenus dans la loi de finances pour 2023 ;
- un tassement des subventions de fonctionnement perçues auprès des différents partenaires financiers (département, région...).

#### c) l'évolution des dépenses de fonctionnement

Le **chapitre 011** regroupe les **dépenses à caractère général** : consommables, énergie, sous-traitance... Malgré le contexte fort inflationniste de l'année 2023, les dépenses enregistrées au sein de ce chapitre ont été circonscrites et sont quasiment étales au regard de leur niveau de 2022 (+0,1%). Les hausses immanquablement supportées sur l'approvisionnement en énergie ont été compensées par un recul de la plupart des postes de fonctionnement, recul orchestré dans le cadre d'un plan d'actions financières validé en juillet 2023.

Le **chapitre 012, relatif aux dépenses de personnel**, laisse apparaître un léger repli entre 2022 et 2023 malgré les mesures de revalorisation qui prenaient leur effet en année pleine en 2023. Pour appréhender plus méticuleusement le poids réel de cette évolution sur le budget communal, il y a lieu de prendre en compte les nombreux paramètres qui entrent en jeu dans les montages de refacturation et de financement des dépenses de personnel. Le tableau ci-dessous restitue l'information comptable qui permet d'établir l'évolution du coût net des dépenses de personnel. Pour ce faire, il déduit les masses refacturées à l'intercommunalité (que ce soit au titre des mises à disposition de service ou des mises à disposition individuelles) ainsi que les dépenses de personnel prises en charge par des tiers.

		CA 2019	CA 2021	CA 2022	CA 2023	%
chapitre 012	personnel rémunéré par Argentan Intercom	10 527 766,26 €	11 135 858,88 €	10 834 634,92 €	10 706 423,26 €	
article 739211	financement des services communs		40 787,40 €	552 474,79 €	917 924,43 €	
article 62876	convention de mutualisation (mises à disposition de service)	213,60 €	92 965,19 €	112 447,73 €	99 041,79 €	
TOTAL dépenses de personnel		10 527 979,86 €	11 269 611,47 €	11 499 557,44 €	11 723 389,48 €	
article 70841	refacturation de personnel affecté à des SPIC	285 153,83 €	156 361,14 €	- €	- €	
article 70846	refacturation de personnel mis à disposition de tiers	110 884,77 €	232 457,84 €	183 810,35 €	422 100,37 €	
article 70876	convention de mutualisation (mises à disposition de service)	272 219,92 €	284 390,05 €	416 022,24 €	354 910,03 €	
TOTAL dépenses de personnel refacturées		668 258,52 €	673 209,03 €	599 832,59 €	777 010,40 €	
remboursements sur dépenses de personnel (indemnités journalières)		28 142,42 €	138 555,45 €	99 831,85 €	136 830,67 €	
COÛT NET du PERSONNEL		9 831 578,92 €	10 457 846,99 €	10 799 893,00 €	10 809 548,41 €	0,09%

Ce tableau conforte donc le constat selon lequel, malgré des contraintes inflationnistes sur les dépenses de personnel, ce poste budgétaire est resté totalement sous contrôle en 2023. Une analyse détaillée de cette évolution est proposée dans le document intitulé « éléments relatifs aux ressources humaines », annexé au présent rapport.

Le **chapitre 65 regroupe les autres charges de gestion courante** (indemnités d'élus, financement des budgets annexes, subventions versées). Il est celui qui fait apparaître l'évolution la plus significative entre 2022 et 2023. Il enregistre un repli de près de 465 k€, soit 8,8%. Ce repli doit essentiellement être analysé comme la conséquence de la réduction du coût des services portés par les trois budgets annexes (musées, Quai des arts et petite enfance) et par le centre communal d'action sociale.

Le **chapitre 66, reflet des charges financières** supportées par la collectivité, est le seul à connaître une forte progression entre 2022 et 2023. Celles-ci ont progressé de près de 170 k€, soit une augmentation de 86% qu'il faut analyser à la lumière des trois éléments suivants :

- la hausse de l'encours de dette ;
- l'exposition d'une partie de l'encours aux fluctuations des taux variables et à la variation à la hausse du taux du livret A (respectivement 14% et 16% de l'encours) ;
- le recours croissant à des lignes de trésorerie pour faire face à la faiblesse du fonds de roulement, générant ainsi des frais financiers nouveaux.

L'analyse de la dette dans son ensemble sera présentée dans la deuxième partie du présent rapport.

Enfin, le **chapitre 67** révèle en 2023 un décrochage par rapport à 2022 du fait de l'achèvement des travaux de reconstruction du gymnase Jidouard comptabilisés en charges exceptionnelles.

#### d) le fonds de roulement

Le fonds de roulement au début de l'exercice 2023 était proche de zéro, provoquant des tensions régulières en matière de trésorerie.

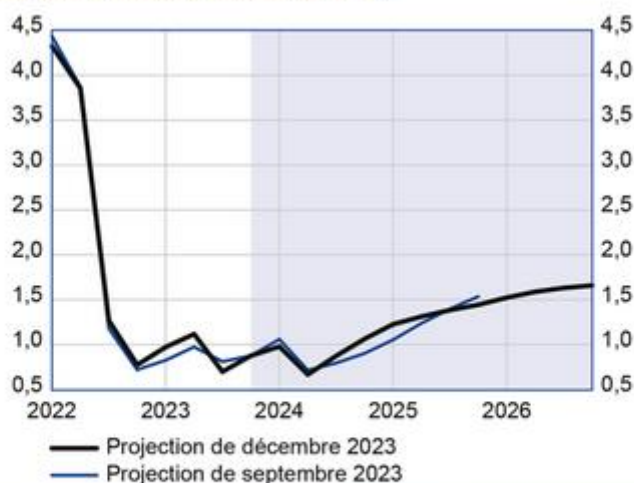
En 2023, l'emprunt souscrit (4,936 M€) correspond à l'effort d'investissement (9,960 M€) réduit des subventions et de l'épargne nette dégagée. Par conséquent, le niveau du fonds de roulement en fin d'exercice s'établit à hauteur de 167 k€.

## **B- les perspectives financières et budgétaires sur la période 2024-2026**

### a) le contexte économique et financier national de l'action publique locale

La croissance économique française, après avoir connu un rebond très sensible en 2021 (+6,8%) au lendemain de la crise sanitaire, connaît depuis deux ans des niveaux faibles si on la mesure après correction de l'inflation (croissance réelle). Selon la plupart des projections économiques, l'année 2024 devrait poursuivre cette période entamée en 2022. Rappelons ici que la croissance économique n'affecte que lointainement les recettes du budget communal. En effet, celui-ci est essentiellement alimenté par la taxe foncière dont le calcul est assis sur un « stock », reflet du patrimoine bâti sur la commune.

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)

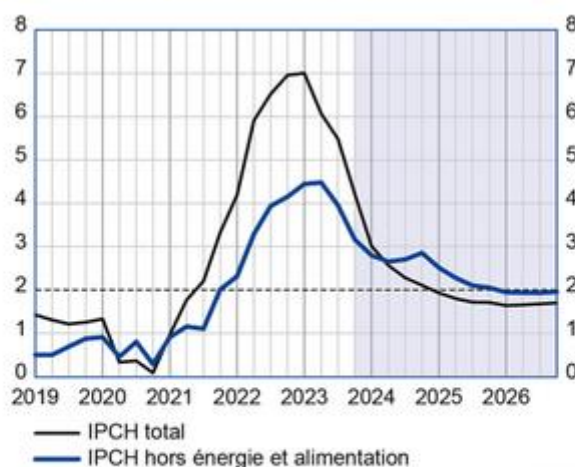


Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

En 2022, l'impact de la forte accélération des prix de l'énergie sur les consommateurs a été limité par la mise en place d'un bouclier énergétique (dont les collectivités de la strate de la commune d'Argentan n'ont pu bénéficier). L'inflation s'est ainsi établie à +5,9%, niveau historiquement élevé, toutefois inférieur à celui de la plupart des pays de l'Union Européenne. En 2023, la levée de la remise des carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité dès le 1<sup>er</sup> janvier ont entraîné un regain de pressions inflationnistes avec un pic de l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) observé en février 2023. Depuis, et à l'instar des autres économies développées, le processus de désinflation est engagé en France. Ce reflux est lié à une modération notable de

l'inflation des principales composantes de prix, dont l'énergie. A ce jour, les projections économiques s'accordent autour d'un niveau d'inflation situé entre 2% et 3% au cours des trois années à venir. On retiendra ces hypothèses dans l'élaboration du scénario du prospective financière.

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)

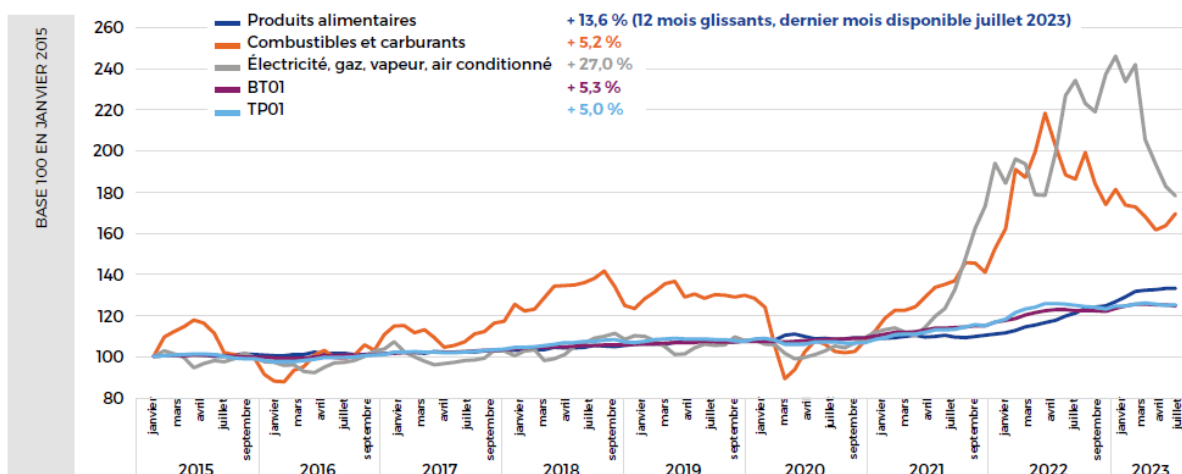


Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.

Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

### Indices de prix impactant la dépense locale

© La Banque Postale



Source : Indices Insee

### b) les relations financières avec l'État

La loi de finances de 2024 n'introduit pas de bouleversement majeur dans les mécanismes financiers régissant le financement des collectivités. Elle acte une augmentation de la dotation globale de fonctionnement de 320 millions d'euros pour porter celle-ci à 27,24 milliards d'euros à l'échelle nationale. L'essentiel de cette hausse est orienté vers la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale qui, servies exclusivement aux communes, devrait bénéficier au budget communal.

#### la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières

Conséquence directe du niveau d'inflation observé au cours de la dernière période, la loi de finances pour 2024 fixe à 3,9 % le niveau de la revalorisation des valeurs locatives foncières. Il s'agit là d'une mesure qui affectera sensiblement les recettes de la commune puisque, indépendamment de toute variation en volume, cette revalorisation concernera :

- les recettes de taxe foncière ;
- les recettes résiduelles de taxe d'habitation.

Cette revalorisation portera sur une assiette de produit supérieure à 6 millions d'euros et conduira donc, à taux inchangé, à constater une hausse du produit fiscal proche de 240 k€.

#### *une évolution contrastée des dotations*

Rappelons que la dotation globale de fonctionnement agrège, au sein des recettes communales, principalement quatre dotations dont les paramètres de variation entre 2023 et 2024 sont bien distincts.

La dotation forfaitaire sera, comme en 2023, préservée du dispositif d'écrêtement qui touche les communes dont le potentiel fiscal par habitant excède 85% du potentiel moyen national. Par conséquent, la variation attendue de cette dotation sera entièrement dictée par le recul démographique communal enregistré administrativement le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

La dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale, suite à l'abondement évoqué plus haut, devraient permettre à la commune d'Argentan d'enregistrer une évolution positive similaire à celle qu'elle a constatée entre 2022 et 2023.

#### c) le contexte financier communal

2024 sera la dernière année de structuration de l'administration partagée avec le passage en service commun du Cabinet, du service Urgence Climatique Développement Durable et la régie Bâtiment. Une année consacrée à la mise en place de procédures communes et à la recherche d'optimisation des moyens pour la commune.

L'étude en cours réalisée en vue de la mise en place du Pacte Fiscal et Financier au niveau de Terres d'Argentan Interco pourrait engendrer des modifications des flux financiers entre la ville et l'intercommunalité.

Du fait du contexte économique et financier, 2024 restera une année avec une vigilance accrue sur l'exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement et tendra à maximiser la recherche de recettes afin de maintenir l'équilibre.

#### d) les hypothèses retenues pour la projection financière

Le débat d'orientation budgétaire a pour vocation de resituer les arbitrages soumis aux élus municipaux dans un scénario financier réaliste, sincère et garant des équilibres budgétaires à venir. Le scénario financier présenté en annexe du présent rapport donne une lisibilité à moyen terme des conséquences des décisions présentes, notamment sur l'épargne dégagée par la collectivité et sur son endettement. Il s'appuie sur des hypothèses, forcément imprécises et imparfaites, qui s'inscrivent dans le prolongement du contexte décrit plus haut.



Le tableau ci-dessous rend compte des hypothèses retenues pour construire la modélisation financière.

	2024	2025	2026
dépenses de personnel : variation à effectif constant (GVT et point d'indice)	2,00%	2,00%	2,00%
dépenses de personnel : variation en effectif	0,00%	0,00%	0,00%
durée moyenne des contrats de prêt sur la période à venir	20	20	20
évolution des tarifs	3,00%	2,00%	2,00%
inflation hors énergie	3,00%	2,00%	2,00%
inflation sur l'électricité et le gaz	-32,00%	0,00%	0,00%
inflation sur le chauffage urbain	10,00%	10,00%	10,00%
révision des valeurs locatives foncières	3,90%	3,00%	2,00%
enveloppe dotation forfaitaire	0,00%	0,00%	0,00%
enveloppe DSU	3,00%	3,00%	3,00%
enveloppe DSR	5,00%	5,00%	5,00%
différentiel d'évolution démographique	-0,70%	-0,70%	-0,70%
taux de financement bancaire	4,50%	4,00%	4,00%
variation du taux d'imposition	0,00%	0,00%	0,00%

#### e) l'épargne de gestion

L'épargne de gestion est constituée du surplus des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, sans tenir compte des intérêts de la dette. C'est, en quelque sorte, une mesure de la capacité à dégager des marges de manœuvre financières pour l'investissement indépendamment de la politique d'endettement passée ou à venir. La projection des dépenses et des recettes de fonctionnement, telle qu'elle peut être esquissée à partir des éléments ci-dessus laisse augurer une forte stabilité de l'épargne de gestion au cours de la période à venir du fait de l'évolution attendue des dépenses de fonctionnement qui devrait être, pour l'essentiel, couverte par l'évolution prévisible des recettes de fonctionnement.

	2021 (CA)	2022 (CA)	2023 (CA)	2024 (BP)	2025 (BP)	2026 (BP)
recettes réelles de fonctionnement (hors recettes exceptionnelles)	19 904 102 €	19 804 922 €	20 687 901 €	20 867 605 €	21 268 645 €	21 607 749 €
dépenses réelles de fonctionnement (hors charges financières et charges exceptionnelles)	18 404 900 €	18 851 907 €	18 647 426 €	18 897 948 €	19 294 213 €	19 692 362 €
<b>ÉPARGNE DE GESTION</b>	<b>1 499 202 €</b>	<b>953 014 €</b>	<b>2 040 474 €</b>	<b>1 969 657 €</b>	<b>1 974 432 €</b>	<b>1 915 387 €</b>

#### f) la dette

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'encours de la dette souscrite par la commune d'Argentan s'élève à 17,980 M€, répartis sur 19 lignes d'emprunt distinctes. La durée de vie moyenne de cet encours est supérieure à 7 années. Cela représente, en l'absence de tout nouvel emprunt, le temps nécessaire au remboursement de la moitié de l'encours actuel.

On peut considérer, au regard de l'épargne dégagée par le budget, que le niveau d'endettement actuel est élevé. En effet, sur la base d'une épargne brute voisine de 1,816 M€, le ratio de désendettement est proche de 10 années, soit le temps nécessaire à un remboursement complet de l'encours en y consacrant la totalité de l'autofinancement dégagé. Il faut également prendre en compte la haute versatilité de ce ratio, fortement affecté par de petites variations de l'épargne brute. Ainsi, alors que l'encours de dette a significativement augmenté en un an (passant de 14,416 M€ à 17,980 M€ entre 2022 et 2023), le ratio s'est sensiblement amélioré puisqu'il reflue de 16,76 à 9,32, sous l'effet de la nette amélioration de l'épargne brute. Il est donc important de nuancer cet indicateur et de replacer l'approche financière dans une analyse d'ensemble qui ne se réduit pas au seul suivi de ce ratio.



## **C -la programmation pluriannuelle des investissements**

### **a) le recensement des projets**

Au-delà du seul budget primitif 2024, le débat d'orientation budgétaire est l'étape préalable d'analyse et de concertation autour de la programmation pluriannuelle des investissements. Le budget primitif 2024 s'inscrira ainsi comme déclinaison et première étape d'une programmation pensée sur la période 2024-2026, durée résiduelle du mandat entamé.

La modélisation financière proposée dans ce rapport est celle qui résulte du projet de programmation 2024-2026 détaillé en annexe.

**5 opérations font l'objet d'autorisation de programme – crédit de paiement.** Deux nouvelles opérations feront l'objet d'une délibération spécifique afin d'être créée en 2024. Ce sont les principales opérations du mandat hors voirie.

N° opération	Nom du projet	Montant du projet	CP 2022	CP 2023	<b>2024</b>	2025	2026	2027
203	Réhabilitation ancienne école Fernand Léger (archives et microfolies) (AP/CP)	2 135 125,00 €	38 382,00 €	90 431,00 €	100 000,00 €	1 703 260,00 €	203 052,00 €	
206	Centre de tir (AP/CP)	6 969 504,13 €	459 504,20 €	3 730 874,93 €	2 779 125,00 €			
219	Projet immobilier administration partagée (espace fontaine) (AP/CP)	1 050 000,00 €	15 500,00 €	40 000,00 €			700 000,00 €	294 500,00 €
303	Quartier Vallée d'Auge (APCP à créer en 2024)	1 511 550,00 €			50 000,00 €	500 000,00 €	300 000,00 €	
307	Quartier des 3 croix (APCP à créer en 2024)	1 820 000,00 €			10 000,00 €	1 200 000,00 €	610 000,00 €	

Pour 2024, le PPI en dépense est de 4 723 125€ de crédit. Les 5 opérations en AP/CP représentent 65 % du montant global.

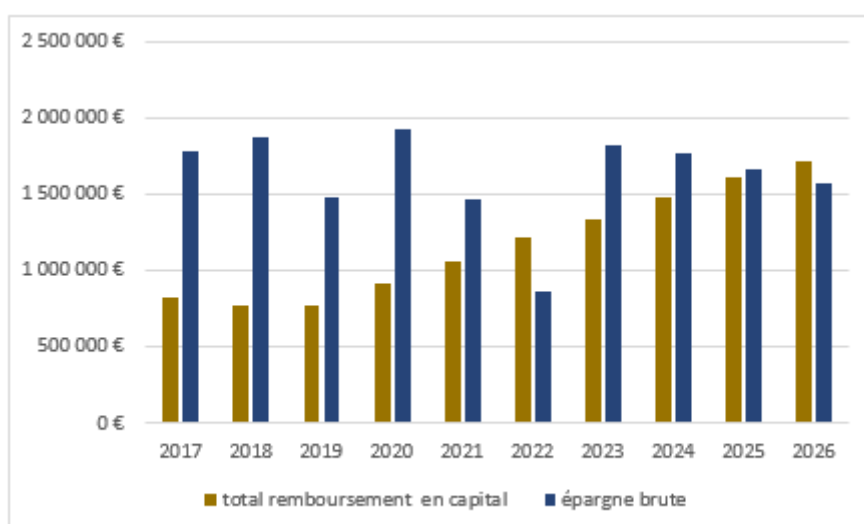
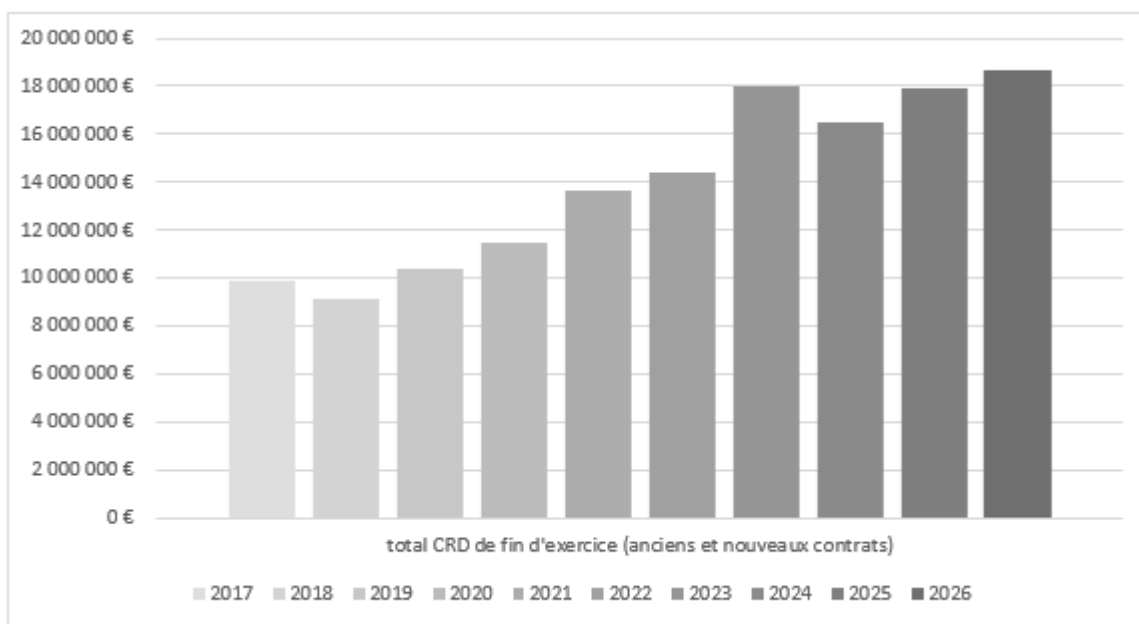
### **b) le scénario financier résultant**

Après deux années marquées par un haut niveau d'investissement (notamment du fait de la construction du stand de tir), le volume des investissements planifiés au cours de la période à venir recouvre le niveau qu'il avait connu au cours des années précédentes (2019-2021). En 2024, le versement attendu du solde des subventions obtenues sur les importants investissements de la période 2022-2023 permettra, à lui seul, de financer la programmation envisagée pour 2024. De ce fait, aucun recours à l'emprunt n'est nécessaire pour équilibrer l'exercice 2024.

Malgré l'amélioration de la situation financière de la commune, les années 2025 et 2026 restent préoccupantes dans la recherche de l'équilibre. Pour réaliser l'ensemble du PPI, il faudra réexaminer la section de fonctionnement et celle d'investissement ainsi que d'aller chercher des recettes pour la réalisation des crédits. L'objectif est de ne pas recourir à l'emprunt d'ici la fin du mandat.

	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
<b>dépenses d'investissement</b>	<b>5 248 771 €</b>	<b>4 953 260 €</b>	<b>3 242 060 €</b>
<b>subventions d'investissement</b>	<b>5 113 107 €</b>	<b>785 712 €</b>	<b>362 500 €</b>
<b>FCTVA</b>	<b>861 008 €</b>	<b>812 533 €</b>	<b>531 828 €</b>
<b>net à financer</b>	<b>- 725 344 €</b>	<b>3 355 015 €</b>	<b>2 347 732 €</b>
<b>recours à l'emprunt prévu</b>	<b>- €</b>	<b>2 900 000 €</b>	<b>2 400 000 €</b>
<b>annuité d'emprunt</b>	<b>1 816 499 €</b>	<b>2 075 985 €</b>	<b>2 207 821 €</b>
<b>encours de dette</b>	<b>16 504 974 €</b>	<b>17 885 148 €</b>	<b>18 653 944 €</b>

A ce stade, les subventions d'investissement 2025 et 2026 sont encore méconnues dans leur globalité.



La réalisation de la programmation proposée pour la période 2024-2026 aurait, conformément au scénario prospectif présenté, les principales conséquences suivantes :

- un recours à l'emprunt de 5,3 millions d'euros sur trois ans, stabilisant l'encours de dette au voisinage de 18M€ ;
- une forte hausse des charges financières entre 2023 et 2026 (+36% par rapport à 2023, mais +350 % par rapport au niveau moyen enregistré sur la période 2022-2022) sous l'effet conjugué du rajeunissement de l'encours et de la hausse des taux, dont la conséquence sur l'épargne brute serait perceptible ;
- un impact conséquent sur l'épargne nette qui, selon l'étude financière projetée, retrouverait un niveau négatif en 2026, ce qui fragiliserait les équilibres budgétaires de la commune.

Sur la base de la projection financière synthétisée dans le tableau annexé, on peut estimer autour de 1,5 M€ l'épargne brute générée par l'exercice 2026. Ce niveau d'épargne associé à un encours de dette voisin de 18,6 M€ à l'issue de l'exercice 2026 conduirait l'établissement à présenter un ratio de désendettement proche de 12 ans, ce qui se situe au-delà des seuils d'alerte courants selon les standards financiers usuellement utilisés pour les collectivités.

Ce scénario n'est pas envisagé pour la fin de mandat. Par conséquent, en prenant en compte le contexte financier, nous devons mettre en œuvre tous les moyens pour tendre à nouveau vers l'équilibre budgétaire. Plusieurs leviers sont envisagés :

- faire une analyse précise des financements possibles ;
- baisser les dépenses d'investissement ;
- et, rechercher les économies possibles sur les dépenses de fonctionnement en poursuivant le plan d'actions financières débuté en 2023.